

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Proposition de texte pour le Congrès de l'Internationale  
Socialiste

# **Une autre mondialisation est nécessaire**

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 17 août 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Les attentats du 11 Septembre ont changé le cours des événements, précipitant l'Humanité dans le chaos d'une guerre sans frontières ni limites. Dix huit mois plus tard, un constat s'impose. Les méthodes mises en oeuvre par la communauté internationale mise sous coupe réglée par les Etats Unis d'Amérique sont inappropriées.

Ni l'invasion de l'Afghanistan, ni celle programmée de l'Irak, ni la multiplication dans de nombreux pays des lois sécuritaires et des mesures d'exception ne permettent de mettre fin à l'expansion du chaos.

Le continent africain, encore secoué par les spasmes des conflits des années 90 connaît une extension des guerres civiles. En Amérique du Sud, l'Argentine, un des 25 pays les plus riches il y a moins de 10 ans a vu l'ensemble de ses structures publiques et sociales s'effondrer dans une crise dont la seule cause est le dogmatisme ultralibéral des institutions financières internationales. Au Vénézuéla, depuis 6 mois les forces réactionnaires soutenues par les Etats-Unis d'Amérique fomentent, comme dans les années 70, un coup d'état. Dans une partie de l'Asie, seul le silence complice de l'esclavage d'enfants et de populations entières permet le maintien dans cette partie du globe de la croissance économique. Le Moyen-Orient est toujours secoué par une guerre de plus de 50 ans qui ne connaît pas de répit.

Sur le plan économique, partout dans le monde l'éclatement de la bulle spéculative des valeurs boursières notamment technologiques a détruit de la richesse, plongé des milliers de salariés dans l'incertitude et la pauvreté. Ces destructions sur lesquelles d'autres s'enrichissent s'ajoutent aux précédentes qui résultaient des concentrations financières. Le cycle de croissance est devenu chaotique et irréversible.

La communauté internationale est elle aussi en panne. Si l'ONU dans de nombreux points du globe par son interposition évite que les belligérants s'entretuent, elle est confinée de plus en plus à ce rôle de gendarme. A l'exception de celles dont l'action ultralibérale aggrave les conflits, les instances internationales et la mise en oeuvre du traité qui faciliteraient un développement durable sont en panne.

Kyoto-Durban mais tout autant l'action de l'Organisation Internationale du travail (OIT), mais également celle de l'Agence internationale du transport maritimes ne répondent pas aux exigences de la situation. Soit ils sont soumis aux intérêts des entreprises les plus puissants prisonniers des exigences à court terme de leurs actionnaires et de leurs taux de profit, soit la mise en oeuvre des normes internationales préalablement négociée est bloquée par l'action des puissances et régulièrement par les Etats Unis d'Amérique.

Ce chaos et cette régression favorisent le retour de la barbarie. Oui, une autre mondialisation est nécessaire.

Face à ce constat, l'Internationale socialiste est dans une situation paradoxale. Le plus ancien et la plus développé des acteurs internationaux paraît englué et immobilisé. Pourtant jamais elle n'a regroupé autant de partis représentant dans leur pays la gauche et les forces de progrès dans leurs diversités en fonction des conditions historiques et des situations politiques nationales ou continentales. Mais au cours de la dernière période, face à la mondialisation libérale, l'Internationale socialiste n'a pas su de cette diversité faire une richesse.

Les éléments fondateurs de son programme, malgré les fantastiques conquêtes à travers les innombrables luttes qui ont jalonné le 20<sup>è</sup> siècle, restent des tâches d'une brûlante actualité : la démocratie à travers le suffrage universel et le développement de la citoyenneté, la construction du droit et la garantie des droits de chacune et de chacun quelque soit sa condition de naissance, son origine, sa religion ; l'instauration concrète de droits sociaux, ceux qui protègent le salarié au travail ou malade, ceux qui donnent un égal accès à l'éducation qui permettent une fin de vie sereine à l'abri de la pauvreté ; la redistribution des richesses et la quête de l'égalité. Les fins et les moyens du socialisme démocratique ont un espoir de justice sociale, d'égalité, de paix, et de bonheur pour l'humanité.

Mais depuis l'apparition puis l'accélérateur des phénomènes économiques et techniques regroupés sous le terme de mondialisation l'internationale socialiste paraît impuissante. Elle est devenue si ce n'est muette, du moins largement inaudible. Alors qu'au cours de cette période jamais les socialistes et les progressistes n'ont, notamment en Europe, participé à autant de coalition gouvernementale, voire les ont dirigées, jamais notre l'Internationale n'est apparue comme un acteur aussi faible.

Le capitalisme au cours de cette période a mené une offensive qui par bien des aspects exprime la volonté de ses acteurs d'un grand bond en arrière -retour aux conditions sociales et salariales au mieux du 19<sup>e</sup> siècle, destruction de toutes les instances de régulation et de protection publique ou collectives. La mutation du système économique en un capitalisme financier transnational s'est effectuée sous la contrainte idéologique du libéralisme le plus dogmatique. La nouvelle phase à laquelle nous assistons aujourd'hui est issue des années Reagan-Tatcher et ouvre l'ère de l'après guerre froide. Les Etats-Unis font voler en éclat dans les années 70 le fonctionnement issu des accords de Bretton-Woods basé sur le développement industriel et vont forger, dans les années 80, à travers la financiarisation de l'économie les nouveaux outils leur permettant de servir leur nouvelle stratégie de domination sans limite puisque sans rival à sa mesure.

Notre volonté est d'agir dans l'intérêt des salariés et des plus démunis. Nous restons persuadés qu'à la logique du profit dont les libéraux font le moteur de l'action de l'homme nous devons substituer une logique humaniste au sein de laquelle l'égalité et le bonheur sont les fers de l'action politique et économique. Pour cela nous pensons qu'ils nous faut dans de nouvelles conditions historiques impulser un cours nouveau à l'internationale socialiste pour qu'elle soit l'outil politique d'une autre mondialisation. Nous sommes depuis toujours internationalistes et nous battons pour une autre mondialisation pour cela nous voulons regrouper les altermondialistes parmi les socialistes et les sociaux-démocrates.

Les partis de l'IS doivent représenter dans le champ politique, à l'échelle de la planète tous ceux qui mis à mal ou détruits par la mondialisation libérale constituent le camp des altermondialistes. Mais ce cours nouveau n'est possible que si nous déterminons clairement les champs d'action de la gauche au 21<sup>e</sup> siècle et construisons ensemble les outils de cette gauche alter mondialiste.

La gauche et les socialistes doivent à l'écoute des acteurs du progrès contribuer à l'émergence d'une nouvelle utopie et formuler les réformes permettant de l'atteindre.

### **1. Le chaos de la mondialisation libérale détermine les champs d'action prioritaires de la gauche au 21<sup>e</sup> siècle.**

Sans nier le caractère inhumain de la vague de terrorisme qui s'est abattu sur la planète depuis septembre 2001, et dont nul ne peut prédire si demain il ne va pas encore frapper, force est de constater que la folie ne peut à elle seule expliquer son émergence. Pour mettre fin à cette course les socialistes doivent élaborer un programme qui clarifie leurs positions actuelles et rompe avec les compromis du passé qui ne répondent plus à la nouvelle période ouverte.

#### **1.1 La mondialisation libérale se nourrit du chaos qu'elle produit.**

La mondialisation libérale se définit comme un nouvel âge du capitalisme caractérisé par la tutelle qu'exerce sur toutes les catégories d'activités et à leur mépris la globalisation financière. Les transactions spéculatives fonctionnent sans mécanisme de régulations extérieures à elle-même. L'intérêt général de l'humanité autant que la production de richesses dans l'économie réelle sont devenus étrangers au développement même du système économique. Loin d'être un complot contre qui que ce soit, les dégâts de l'ultralibéralisme et le chaos qu'ils génèrent résultent de la logique même du système, bien plus, il le nourrit en retour.

C'est le nouvel âge du capitalisme qui est en cause caractérisé par la déconnexion entre l'économie réelle et la spéculation financière. Aujourd'hui les transactions financières représentent 2000 milliards de USD par jour. Ainsi une année de transactions réelles représente trois jours de transactions financières. Cette réalité systémique revient à donner le pouvoir aux actionnaires dans les entreprises, ce qui sacre la recherche du profit à court terme sur des investissements rentables sur une longue période comme le rail ou encore la recherche. On a pu voir les résultats de cette orientation à travers le désastre du rail britannique ou encore celui d'Enron. La troisième conséquence est que le patronat a changé puisqu'il est aujourd'hui massivement représenté par des entreprises financières comme les assurances et non plus par des industries. (en France le MEDEF en est un exemple frappant) Il s'agit d'un capitalisme financier transnational. En ce sens, les flux économiques qui sont devenus pour l'essentiel financiers, ne connaissent plus de frontières. Ils se nourrissent de ce que celles-ci continuent de contraindre tous les autres acteurs et notamment ceux qui, puissances publiques, auraient la capacité à édicter des normes contraignantes. Le système financier, son expansion, repose sur les écarts et les différences. L'inégalité qui en est le produit est la condition de son fonctionnement. Les nouveaux acteurs économiques sont sortis des logiques de délocalisation de la production, ils ont déterritorialisé la production de la richesse en sous-traitant l'économie réelle à d'autres qui prennent en charge et subissent tous les risques de la production.

L'entreprise emblème de cette nouvelle période est Nike comme l'a démontré la journaliste canadienne Naomi Klein dans son ouvrage « No Logo ». Cette entreprise a compris que son métier était le marketing et certainement pas de fabriquer des produits. Elle a donc concentré ses investissements publicitaires sur sa marque la transformant ainsi en un placement financier intéressant car reconnue à travers le monde. Elle est d'autant plus recherchée par le monde de la finance qu'elle a délocalisé et sous-traité l'ensemble des activités générant des coûts fixes comme la fabrication, le stockage, les salariés tout cela dans des pays du tiers-monde dans lesquels les « contraintes sociales » sont faibles ou inexistantes... Les marges les plus importantes sont bien entendu concentrées par Nike les sous-traitants recevant une part de plus en plus faible, concurrence oblige.

Sur le plan économique, le capitalisme financier s'est progressivement émancipé de l'ensemble des normes collectives économiques et juridiques qui fondent l'existence des collectivités politiques démocratiques. Les Etats-Nations ne sont plus en mesure de s'opposer à cette logique. La déréglementation des marchés financiers atteint au rythme de la généralisation de la marchandisation l'ensemble des activités humaines. L'ensemble des normes existantes est remis en cause. Les pays développés ne sont pas les seuls touchés. Les normes sociales minimales mises en place dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement sont elles-mêmes remises en cause.

Au bout d'une quinzaine d'années, nous assistons à une phase nouvelle de développement de la logique de ce système. L'Argentine en Amérique du Sud, de nombreux Etats en Afrique sont en voie de disparition sombrement au mieux dans le chaos, au pire dans la barbarie sans que le fonctionnement de ce système soit perturbé ni remis en cause.

Sur le plan juridique enfin, le transnational, tant financier que marchand tend à substituer son propre ordre juridique exclusivement fondé sur la concurrence à celui fixé par les Etats ou la Communauté internationale à travers ses multiples organisations.

Inéluctablement, la sphère de la marchandisation s'étend. Géographiquement elle couvre dorénavant l'ensemble de la planète et présente une menace permanente pour la survie de celle-ci. De moins en moins d'activités humaines lui échappent. La culture, l'éducation, la santé sont des enjeux immédiats, demain l'air comme l'eau, besoin vital pour chaque homme, femme ou enfant ne sera plus distribué qu'en fonction des moyens de chacun - si nous n'y prenons pas garde le vivant et singulièrement l'humain pourraient devenir des propriétés privées mues par les seules concurrences et profits.

Déjà, il ne reste rien des mécanismes qui faisaient que l'intégration économique produisait de l'intégration politique dans le cadre du mode d'accumulation capitaliste précédent. Cette remise en cause des conditions politiques qui ont fondé y compris l'aspiration socialiste est essentielle.

C'est pourquoi, selon nous, l'action pour refonder un cadre de régulations démocratiques et redonner aux citoyens un pouvoir dans la sphère économique est un objectif premier. Il doit être construit à l'échelle pertinente.

Deux autres éléments sont apparus ou se sont renforcés dans la dernière période, qui modifient en l'aggravant la logique du système.

### 1.2 La mondialisation libérale produit un capitalisme voyou

La course à la croissance des entreprises caractéristique de la période de spéculation sur les valeurs boursières n'a pu se faire qu'en engendrant une spirale de l'endettement. La dictature du marché boursier exigeant des taux de rendement à court terme déconnectés de l'économie réelle a engendré en se cumulant un capitalisme d'escroc qui n'est pas sans rappeler le capitalisme émergent du 19ème siècle.

Encore une fois il nous faut affirmer qu'il ne s'agit pas - au-delà des conduites individuelles délictueuses - de mauvaise gouvernance ou d'erreurs de pilotage mais du produit de la logique du système et de ses mutations. Tant que le libéralisme dogmatique trouvera à s'appliquer la période de croissance générant un enrichissement spéculatif qui à son tour engendrera des concentrations d'entreprises. Pour maintenir des taux de profit élevés qu'exige la logique de l'actionnaire, ces concentrations détruiront dans l'économie réelle la part du travail. Le patron d'une grande entreprise n'a-t-il pas été jusqu'à se fixer comme objectif « zéro ouvrier » ? Creusant ainsi en cas de fléchissement de conjoncture le fossé dans lequel s'engloutissent leurs entreprises. C'est un paradoxe du capitalisme financier. Il détruit par effet de système l'emploi quand il s'enrichit par la spéculation pour le détruire encore plus quand il cesse de s'enrichir. Les richesses ne sont créées qu'au profit de quelques-uns - elles s'avèrent virtuelles mais en disparaissant appauvrissent le plus grand nombre. Les affaires ENRON, VIVENDI, ou la disparition des grands groupes d'experts-comptables ou de conseil comme ARTHUR ANDERSEN ne sont pas simplement des affaires de droit commun. Elles doivent renforcer notre conviction que la logique d'un système organisé par la concurrence pour le profit conduit à la destruction des richesses et à la malhonnêteté de ceux qui veulent simplement survivre.

### 1.3 La mondialisation libérale ne peut survivre que dans le cadre d'une organisation impériale

En effet le système produit un invariant d'échelle inégalitaire. Il renforce les inégalités entre pays du Nord et pays du Sud, entre les territoires propres à chaque pays ainsi qu'entre les quartiers au sein d'une même agglomération. Cette réorganisation du monde se met nécessairement en place sous la férule d'une puissance impériale.

Ainsi au cours de la dernière période, le rôle et la place des Etats-Unis d'Amérique a évolué. A l'unilatéralisme de leur hégémonie a succédé la mise en place d'un empire. Les Etats-Unis, dans l'échange inégal, ont acquis une position telle qu'ils ne se contentent plus pour la préserver du jeu de la concurrence des acteurs sur la scène internationale. Tout démontre que leur nouvelle stratégie vise à organiser et à modifier les règles à leur unique profit pour s'émanciper des mécanismes mêmes dont s'était dotée la communauté internationale.

Sur le plan diplomatique, leur action a pour seul but d'affaiblir y compris leurs alliés traditionnels si leur développement à terme peut concurrencer ou rétablir leur puissance. Ainsi, dans le cadre des négociations internationales, cherchent-ils systématiquement à affaiblir ou à empêcher l'émergence d'une position européenne. En Amérique du Sud, ils ont imposé et cherché à accélérer la mise en place de l'ALCA pour éviter que se mette en place un ensemble régional du type de l'Union européenne avec le MERCOSUR. Le rôle trouble qu'ils jouent en

Afrique a incontestablement attisé les guerres civiles. Leur empire, pour se mettre en place, a besoin que soient détruites les structures publiques et sociales préexistantes. Au sein de la communauté internationale, leur attitude constante peut être maintenant illustrée par deux positions. D'une part ils ont refusé de ratifier le traité instaurant la Cour pénale internationale, organisation qui à terme peut garantir une justice parce qu'elle les sanctionnera contre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. D'autre part, un des premiers actes du gouvernement de G.W. Bush a été de réfuter les accords de Kyoto, première étape vers un traité vers le développement durable.

Sur le plan utilitaire, la stratégie des Etats-Unis telle qu'elle s'est mise en place au cours des douze dernières années est claire. La préservation, voire la sanctuarisation des zones de production des matières premières essentielles guident toutes leurs démarches. L'invasion de l'Afghanistan leur a permis d'installer durablement des bases militaires dans la zone pétrolifère de la mer Caspienne et la guerre programmée plus que préventive contre l'Irak peut aboutir à l'instauration d'un protectorat à leur solde après celui du Koweït. Leur attitude au sein de l'OTAN est de ce point de vue une révélation de leur affranchissement de toutes alliances négociées.

L'obsession des Etats-Unis recoupe celle des acteurs économiques de la mondialisation libérale : laisser agir partout les marchés et instaurer l'ordre impérial à ses marges lorsque les intérêts de la production économique sont en jeu. La fusion de leurs intérêts est patente et font de fait des Etats Unis les alliés objectifs des intérêts privés transnationaux. Au sein des organisations financières internationales, les Etats-Unis imposent aux autres membres la déréglementation et la dérégulation qui renforcent le caractère libéral de la mondialisation. Ils mettent en place ensemble une domination culturelle et idéologique. Au-delà, toute résistance ne pouvant être réduite diplomatiquement ou juridiquement par les règles ainsi édictées prend le risque d'une domination militaire.

### **1.4 La mondialisation libérale a produit des résistances identitaires qui ne font que renforcer le chaos voire la barbarie**

La force virulente de la mutation du capitalisme en capitalisme financier transnational, la brutalité avec laquelle s'étend aujourd'hui la marchandisation ont ouvert la porte à des voies erronées de résistance ou de dépassement de la mondialisation libérale. Elles se caractérisent toutes par des phénomènes de reconstruction identitaire et sont, pour nous socialistes, autant d'obstacles.

La renaissance de l'ethnisme a déjà produit dans de nombreuses régions du monde, des Grands Lacs africains aux Balkans, des désastres humains et politiques qui ont connu peu de précédents. Au sein même de chaque société, le repli communautaire et l'apparition et l'apparition du racisme et de l'antisémitisme menace la cohésion citoyenne et sociale. L'exacerbation nationaliste et l'émiettement qui peut en résulter ont également connu une résurgence depuis une douzaine d'années. Ces phénomènes connaissent en Europe une traduction politique particulière à travers la montée en puissance de mouvements populistes identitaires qui, si nous n'y prenons pas garde, pourraient mettre en danger les fondements même de la démocratie. Mais ils ne sont pas moins vifs et souvent plus violents ailleurs dans le monde.

La question religieuse est sans doute plus délicate à appréhender. Les religions et les églises ont pu, dans l'Histoire, jouer des rôles différents. Conservatrices souvent, émancipatrices parfois, mais elles ne peuvent jouer ce rôle qu'à la condition d'accepter la séparation du domaine privé et du domaine public ou citoyen de chacun d'entre nous. Si les églises ne peuvent être, puisque les religions renvoient pour beaucoup à l'essence de l'homme, totalement absentes de l'espace public, tout au moins doivent-elles s'abstenir d'intervention normative et respecter les fondements de la laïcité, en vertu desquels la tolérance des modes de vie n'est limitée que par la loi, expression de la volonté générale. La montée des Etats théocratiques et des fanatismes rétrogrades et souvent barbares doit donc être combattu par les socialistes. Nous ne pouvons admettre que la religion - affaire intime entre toutes - soit considérée comme le fondement d'une société, d'un Etat ou d'une civilisation.

Le constat que nous faisons des conséquences et surtout de la logique systémique de la mondialisation libérale nous amène à définir les axes sur lesquels les socialistes doivent construire une autre mondialisation.

### 2. Une autre mondialisation est possible

Face au chaos produit par la mondialisation libérale, les socialistes ne doivent pas, ne peuvent pas se replier chacun sur leurs espaces nationaux ni même sur des espaces régionaux à l'échelle des continents. La mondialisation pour la première fois dans l'histoire de l'humanité ouvre la perspective d'un espace public mondialisé qui serait le pendant du progrès des techniques et des échanges.

L'humanité s'est urbanisée et ce mouvement produit de manière contradictoire une individualisation des comportements et des aspirations et une socialisation des besoins. Le 21<sup>ème</sup> siècle est celui des exigences collectives. Exigences écologiques auxquelles répond le développement durable ; exigences sociales auxquelles répond la réaffirmation des principes et des fins du socialisme ; exigences citoyennes auxquelles répond les nouvelles formes de la démocratie. Ce n'est donc pas en réduisant ses ambitions que la social démocratie internationale trouvera le chemin de son adaptation aux conditions du monde contemporain. Au contraire c'est en acceptant de se confronter aux défis globaux que lui impose la contestation du nouvel âge du capitalisme qu'elle sera en norme de remplir sa mission et de conquérir la confiance du plus grand nombre. La véritable modernité, dépassement des temps anciens, consiste à vouloir mettre à l'ordre du jour l'humanisation d'un système qui de son côté construit un monde qui l'est jour après jour de moins en moins. Notre atout fondamental est que l'idéal socialiste est universel et tout aussi transnational que le capitalisme. Pour cela le mouvement ne doit plus se contenter de dénoncer les objectifs et les mécanismes de la mondialisation libérale. Il ne suffit plus que les socialistes et les sociaux-démocrates lorsqu'ils sont au pouvoir dans un cadre national se contentent de corriger à la marge les effets les plus brutalement néfastes du capitalisme financier transnational. Le mouvement socialiste parce qu'il a la responsabilité de construire la globalisation de la conscience universelle doit proposer un modèle progressiste d'expression en affirmant ses propres objectifs et en construisant ses propres outils afin de les faire partager au camp du progrès.

Ce qui est en jeu c'est notre capacité, cela des socialistes français comme celle de toute l'Internationale socialiste, à jeter les bases qui permettent la construction d'un véritable gouvernement mondial fondé sur une légitimité citoyenne. Ce sera la tâche des générations vivant dans une économie globalisée.

#### 2.1 La régulation démocratique est le moyen de transformation de la société mondialisée

C'est à tous les niveaux que les socialistes doivent ouvrir le chemin d'une autre mondialisation. A terme ils doivent offrir un autre modèle que celui de la mondialisation libérale sous domination impériale qui caractérise notre époque. Pour sortir de la mondialisation de l'économie globale qui est régie par l'unique principe de la concurrence nous devons préconiser une mondialisation des droits. Le mouvement socialiste doit affirmer son attachement à l'exigence des droits sociaux universels et combattre la tendance affirmée des libéraux à nier leur intérêt voire même leur possibilité compte tenu des niveaux différents de développement.

Nous devons reporter toute mesure et tout discours qui seraient fondés sur les vertus soi disant stimulantes de l'inégalité ainsi que le caractère bienfaisant du principe d'équité qui préfère à l'égalité des droits l'évaluation différencié des besoins et des prestations.

Nous ne pouvons réduire les effets néfastes et sortir de la logique de l'économie libérale transnationale qu'en réaffirmant l'universalisme des droits. Celui-ci fonde un ordre public international qui se décline autant dans le domaine de la démocratie et des droits de l'Homme que dans le domaine social. Il est temps de rendre concret ce

que proclame la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux nécessaires. »

Pour ce faire il faut préalablement mettre fin au mouvement actuel de démantèlement des services publics d'intérêts généraux dans le monde et s'opposer clairement à l'extension de la sphère marchande. Les socialistes doivent ainsi, à l'échelle de l'internationale, s'opposer aux négociations en cours à l'OMC qui s'oriente vers l'Accord Général sur la Commercialisation des Services (AGCS- GATS) prévoyant la généralisation de la marchandisation de l'accès au savoir, à la culture et à la santé. De même le risque existe t'il de voir l'OMC remettre en cause les accords préférentiels favorisant les échanges en faveur des pays les moins développés.

D'une manière générale les socialistes doivent prôner dans les rencontres internationales l'instauration de services publics d'intérêts généraux. Notre histoire a montré qu'ils constituaient le socle commun qui garantit à chacun quel que soit son revenu et sa situation le respect et la protection de ses droits fondamentaux...

Sans doute les socialistes doivent approfondir cette question des services publics d'intérêts généraux autour de deux axes essentiels l'égalité d'accès effective et concrète aux services publics est loin d'être réalisée même dans les sociétés les plus développées. De même conçu comme des services de l'Etat les institutions et les administrations qui les gèrent sont elles par trop extérieure à la sphère citoyenne alors qu'à l'inverse ils ne seront défendus et développés que si nous mettons en oeuvre un programme d'appropriation sociale et citoyenne des services publics d'intérêts généraux.

Mais au delà de ces questions programmatiques concrètes nous devons proposer avec toute la force de notre internationale d'autres méthodes de construction de la communauté internationale.

Deux points sont essentiels :

D'une part les socialistes doivent mettre fin à l'autonomie de chaque branche ou traité qui instaure un ensemble de règles. Cette méthode de raisonnement est celle qui permet de conforter la mondialisation libérale puisque les règles du commerce et de la concurrence sont alors dominantes et que les autres accords internationaux du coup sont autant de cautères sur des jambes de bois.

Nous devons nous prononcer pour un ordre juridique international au sein duquel les questions à nos yeux les plus essentielles constituent un ordre public incontestable. Pour nous il en est ainsi des droits universels de l'homme, de la femme et de l'enfant mais également des principaux commentaires de l'OIT protégeant le salarié ainsi que l'embryon de réglementation internationale en matière d'environnement.

La mondialisation des droits que nous préconisons nécessite à la fois la coordination sous l'égide de l'ONU de toutes les organisations internationales spécialisées notamment le FMI, l'OMC et la Banque mondiale, mais également la hiérarchisation des normes internationales à travers la constitutionnalisation des principes qui les fondent.

Ainsi pourrons nous éviter qu'ils restent lettre morte ou à la bonne volonté des pays et autres acteurs internationaux. En effet, l'application des règles concernant la liberté de concurrence pourrait être écartée au nom de principes considérés comme supérieurs (non travail des enfants, liberté syndicale, absence de marchandisation du vivant, respect des règles de sécurité environnementale de prévention des pollutions) le chaos généré par la mondialisation libérale serait stoppé. Le droit international apparaît aujourd'hui comme une arme des libéraux. Son organisation et sa hiérarchisation transformerait le droit en l'arme des faibles et des opprimés.

D'autre part les socialistes doivent s'attaquer résolument aux plus criantes inégalités et à l'échelle internationale à celles entre pays du Nord et pays du Sud qui ne cessent de se creuser.

Deux axes doivent être mise en oeuvre dans le cadre d'un objectif :

créer un nouveau modèle de développement écologique qui rompe avec le productivisme. Le modèle du développement humain qui procède d'une gestion de la société à partir d'une évaluation des besoins humains et de leur transformation en objectifs de développement social doit être le coeur du projet socialiste. Pour ce faire, l'ensemble de nos propositions doit s'articuler autour du développement durable. Cela signifie qu'au nom du principe de précaution nous ne saurions préconiser et encore moins mettre en oeuvre un processus qui ferait peser sur les êtres humains ou sur leur environnement une pression incroyable à la poursuite à long terme de ce mode de production.

Cette logique d'action nécessite un libre accès à l'information par les citoyens, l'existence d'autorités de veilles qui dégagées des influences des lobbies seraient elles-mêmes sous le contrôle politique des représentants de la communauté internationale ainsi que le libre partage des découvertes technologiques et des brevets.

Mais la mise en oeuvre de ce projet nécessite de manière urgente une réduction des inégalités de développement. D'une part l'internationale socialiste doit se prononcer pour l'annulation de la dette des pays du sud préalable et sans condition. D'autre part sous le contrôle de l'ONU, doivent être mis en place des fonds structurels sur le modèle de ceux mis en place par l'union européenne qui apparaissent aujourd'hui comme le plus efficace outil de développement économique. Leur financement serait assuré par la collecte à un niveau international d'une taxe sur les transactions financières dites communément taxe Tobin.

### **2.2 Retrouver le chemin des multilatéralismes équilibrés**

L'hégémonie impériale des Etats-Unis d'Amérique parce qu'elle a partie liée avec la mondialisation libérale est la source principale du chaos planétaire. La Pax Americana n'est que l'instauration d'un ordre militaire et sécuritaire au profit de sa propre puissance. Les déséquilibres et notamment le déséquilibre militaire qui s'est instauré ces cinquante et plus encore ces quinze dernières années sera long à combler. De ce point de vue comme d'un point de vue économique.

Aucune Nation à l'exception peut-être de la Chine n'est en mesure de développer une stratégie autonome. Au plan politique la logique du co-développement autant que la nécessité de restaurer un multilatéralisme polycentrique équilibré, tout milite pour la formation d'ensembles régionaux multinationaux intégrés économiquement et socialement dotés d'institutions politiques démocratiques permettant aux peuples d'intervenir sur les choix les concernant à l'échelle de pertinence de la prise de décision. C'est pourquoi l'internationale Socialiste doit tout faire pour favoriser l'émergence de tels ensembles. En premier lieu les socialistes européens rassemblés au sein du PSE doivent agir pour une réforme profonde de l'Union Européenne qui à l'occasion de la convention doit se doter d'une constitution démocratique fédérale et sociale pour poser les fondations d'une République Sociale Européenne. En Amérique du Sud, tout doit être mis en oeuvre pour faciliter l'émergence du MERCOSUR seul moyen de résister à la mise en place du traité inégal de l'ALCA.

### **2.3 Refonder la citoyenneté et la représentation politique.**

La mondialisation libérale est comme un rouleau compresseur sur les institutions politiques de tous les Etats. Elle a dessaisi les pouvoirs publics dans nombre de ses domaines d'intervention qui donnaient un contenu concret à la citoyenneté. Elle a aussi engendré une crise du politique qui est d'abord une crise de la démocratie représentative.

La seule référence mythique à un âge d'or de la démocratie représentative ou de la République parlementaire ne suffira pas à réitérer le lien citoyen sans lequel aucune institution politique ne peut survivre durablement.

Les socialistes et l'internationale socialiste doivent se prononcer clairement, sans rejeter le parlementarisme, pour la forme la plus évoluée de la démocratie représentative, une démocratie participative qui associe en permanence les citoyens aux prises de décisions. Nos camarades brésiliens du Parti des travailleurs ont ouvert cette voie avec courage et détermination. Leur récente victoire avec l'élection de Lula à la Présidence du Brésil montre que comme toujours la gauche gagne à instaurer la démocratie et à approfondir la citoyenneté. Ce programme doit être le nôtre.

### **2.4 Une internationale de débat, une internationale de combat.**

Pour réaliser ce programme et mettre en oeuvre ces propositions qui doivent être confrontées au débat et à la pratique, l'Internationale Socialiste doit se réformer. A l'époque précédente au cours de laquelle il était possible de concevoir le partage de la plus value dans le cadre national, l'internationale pouvait se contenter d'être un forum et un club diplomatique. Ce n'est aujourd'hui plus possible.

C'est pourquoi nous préconisons une réforme en profondeur de l'Internationale Socialiste. Le fait de partager un idéal, le socialisme, nous permet de construire un outil transnational qui ne soit plus la juxtaposition de directions nationales mais un lieu de débat militant. Dès lors que nous vivons tous désormais sous le même mode de production dominant, le capitalisme financier transnational, que nous voulons dépasser par la réforme, rien ne s'oppose à ce que tous les socialistes du monde se saisissent du débat de l'Internationale Socialiste. Dans tous nos partis, nous savons que le débat démocratique est la condition de nos succès politiques.

Le corollaire de la mise en oeuvre de cette Internationale de débats est sa transformation en une Internationale de combat qui en se liant avec les mouvements socio-altermondistes et en prenant toute sa place dans les luttes et les forums de part dans le monde en sera le principal débouché politique lors des échéances démocratiques. Si nous voulons que dans chaque pays les partis socialistes et sociaux-démocrates soient à l'avenir victorieux, il faut qu'ils présentent aux suffrages de leurs concitoyens un projet et des programmes qui répondent aux enjeux de la situation.

A l'heure où le capitalisme financier transnational s'impose brutalement à travers la mondialisation libérale. L'internationale socialiste doit forger dans les luttes et le combat pour une autre mondialisation le cours nouveau qu'elle propose à l'Humanité Universelle.

- ▶ Béatrice Patrie, Députée européenne
- ▶ Anne Ferreira, Députée européenne
- ▶ Françoise Castex (CN)
- ▶ Philippe Corderoy (CN)
- ▶ Julien Meimon (75)
- ▶ Bernard Pignerol (CNC)
- ▶ Roberto Romero Aguila (75)